



Paris le 14 février 2016

LETTRE 16/02

Les Français parlent de leur armée

Les résultats d'un récent sondage de l'IFOP au profit de la DICOD [1] méritent d'être connus et médités en particulier par les responsables politiques :

- **87%** des Français ont une bonne opinion des armées françaises ;
- **70%** des Français, contre 23%, estiment qu'il faut moderniser les forces conventionnelles pour maintenir la crédibilité des armées ;
- **52%** des Français, contre 31%, estiment que le budget actuel de la Défense ne permet pas aux armées de remplir leurs missions de défense ;
- enfin, **65 %** des Français s'estiment mal informés sur les questions de Défense.

Une armée qui a la confiance des Français

Peu d'institutions atteignent ce résultat. Si ce niveau de confiance est rassurant pour les armées qui peuvent compter sur le soutien massif de l'opinion, cela devrait conduire les dirigeants politiques à s'interroger sur les raisons qui suscitent une telle conviction de la part de l'opinion publique plutôt que de tenter vainement de faire taire les anciens militaires.

L'armée, en tant qu'institution, a la confiance des Français parce qu'elle cultive d'abord et au plus haut niveau le courage et le sens de l'engagement, c'est-à-dire des valeurs portées par des hommes et des femmes qui les vivent au quotidien en choisissant de servir leur pays au risque de leur vie. Mais le courage et l'engagement ne sont-ils pas des valeurs essentielles qui doivent nourrir une Nation qui veut être à la fois indépendante et rayonnante et ne devraient-elles pas être partagées par l'élite dirigeante au-delà de la recherche des seuls succès électoraux ?

Des forces conventionnelles à moderniser

Grâce aux explications d'experts ayant une bonne connaissance des questions militaires et relayées par Internet ou dans la presse par de trop rares journalistes, les Français savent maintenant que les matériels dont disposent les armées sont souvent anciens et que les plus modernes sont en nombre insuffisant.

Ils comprennent que, si la dissuasion nucléaire demeure nécessaire, elle n'est pas suffisante et que, si les forces conventionnelles contribuent elles aussi à la dissuasion, ce sont elles qui se battent sur le terrain et dans les airs en Afrique et au Moyen - Orient. Or on sait que le succès ou l'échec au combat dépend pour une large part, de la qualité et de la disponibilité des équipements.

18, rue Vézelay 75008 Paris

Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : secretariat@asafrance.fr

Site : <http://www.asafrance.fr>

Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot

La simple lecture des rapports établis par les parlementaires, en particulier sur le maintien en condition et la logistique en opération, et celle des auditions des chefs militaires par les commissions de la Défense du Sénat et de l'Assemblée nationale suffisent à se rendre compte des effets désastreux générés par les reports et les glissements de programmes d'armement décidés et validés tant par les gouvernements que par les élus qui se sont succédé depuis des années.

D'ailleurs, on peut s'interroger sur leurs répercussions pour la sécurité des hommes et des femmes engagés dans ces combats. Ce sont en effet ces petites lâchetés politiques qu'ils paient au prix du sang et parfois de leur vie. Les Français demandent donc, à juste titre, que l'on équipe correctement et tout de suite leurs soldats.

Un budget de la Défense insuffisant

Les opérations que notre pays mène en France, au Moyen-Orient et dans le Sahel, pour ne citer que les plus importantes, imposent une remontée rapide de l'effort de Défense français à 2,5% du PIB (hors pensions), c'est-à-dire au niveau où il était en 1991 à la fin de la guerre froide. Cet effort doit être fait au plus vite et en tout cas avant 2025 tant l'état de notre armée se dégrade et ce malgré les quelques mesures de sauvegarde annoncées par le président de la République lors de ses vœux aux armées. C'est donc avec un accroissement annuel de 0,1% du PIB, soit environ 2 Mds €, qu'il faut remonter le budget afin d'atteindre 50 Mds € en 2025. On en est loin, mais sans cet effort continu, l'armée ne pourra plus faire face à ses responsabilités ni remplir les missions qui ne manqueront pas de lui être confiées à l'avenir. D'ailleurs **48% (52% de jeunes)** des Français, contre 32%, répondent aujourd'hui « **non** » à la question : « *Avez-vous le sentiment que la sécurité de la France sera bien assurée dans les dix années à venir* » ?

Une information insuffisante sur les questions de Défense

Les deux tiers des Français se déclarent mal informés. C'est considérable et dangereux alors que le pays est en guerre et que la Nation doit se mobiliser. Dans ces conditions, pourquoi ne pas faciliter l'accès des chefs d'état-major et de certains chefs militaires aux grands médias notamment du service public, à des heures de grande écoute, pour parler des opérations extérieures et sur le territoire national ? Qui mieux qu'eux peut expliquer les missions confiées aux 35 000 soldats, marins et aviateurs déployés à travers le monde ?

De même, au regard des films anglo-saxons, on peut se demander pourquoi le ministère de la Défense n'encourage pas davantage des productions cinématographiques françaises sur les armées. La DICOD ne devrait-elle pas se recentrer davantage sur la communication des armées, plutôt que sur celle du ministère ?

Les chiffres de ce sondage sont peu médiatisés. Ils montrent que, malgré une information très insuffisante sur les armées, les Français savent que celle-ci est en voie d'usure accélérée et risque de ne plus pouvoir faire face aux menaces à venir. Une remontée en puissance est donc indispensable et urgente. Les mesures de renforcement annoncées récemment par le président de la République sont très insuffisantes à l'aune des besoins avérés si l'on veut que notre armée soit capable d'assurer durablement l'indépendance de la France et la protection des Français.

La REDACTION de l'ASAF

[1] DICOD : délégation à l'information et à la communication de la Défense